

À la découverte de l'économie politique

Jean-Marie Harribey

Université populaire de Bordeaux

<http://harribey.u-bordeaux4.fr>

<http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey>

Il était une fois...

- 1. Il était une fois le travail, la richesse, la valeur
C'est l'histoire de la méthode économique racontée
- 2. Il était une fois le capitalisme
D'abord, l'expropriation des pauvres
Ensuite, le chômage endémique
Enfin, la crise récurrente
- 3. Il était une fois l'économie dans la nature
Aujourd'hui, le capitalisme productiviste
Demain, le développement durable, soutenable à long terme ?

Séance du 24 mars 2010

3. Il était une fois l'économie dans la nature

Aujourd'hui, le capitalisme productiviste

Demain, le développement durable,
soutenable à long terme ?

Introduction

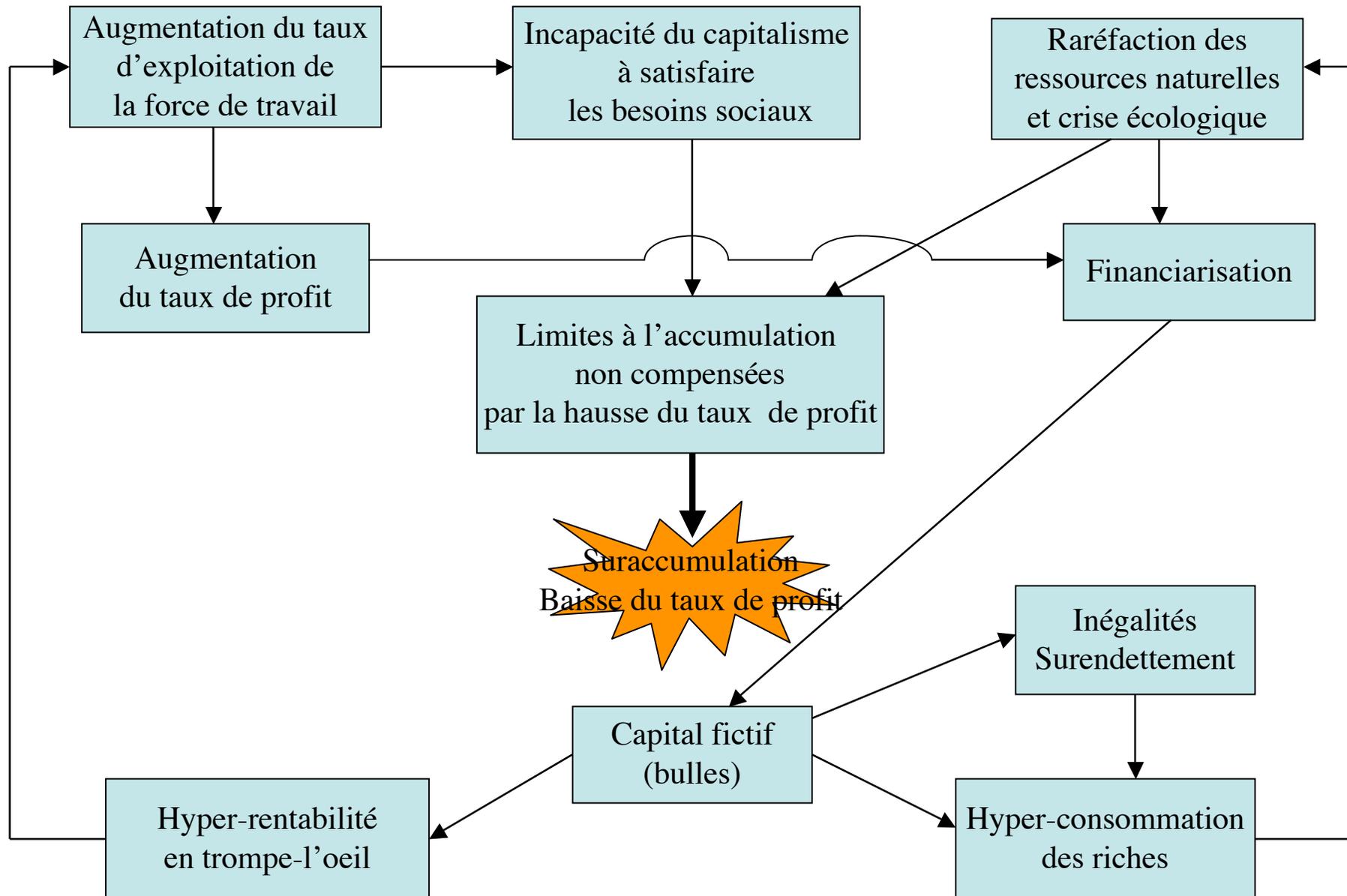
On n'attrape pas la lune

(dans J.M. Harribey, *Raconte-moi la crise*,
Le Bord de l'eau, 2009, p. 139-144)

L'impasse

- Désastres sociaux
- Déséquilibres écologiques
- Accumulation du capital responsable
- Crise du capitalisme : crise de suraccumulation de capital par rapport aux possibilités de créer de la vraie valeur et crise de reproduction butant sur les limites de la planète

Crise du capitalisme

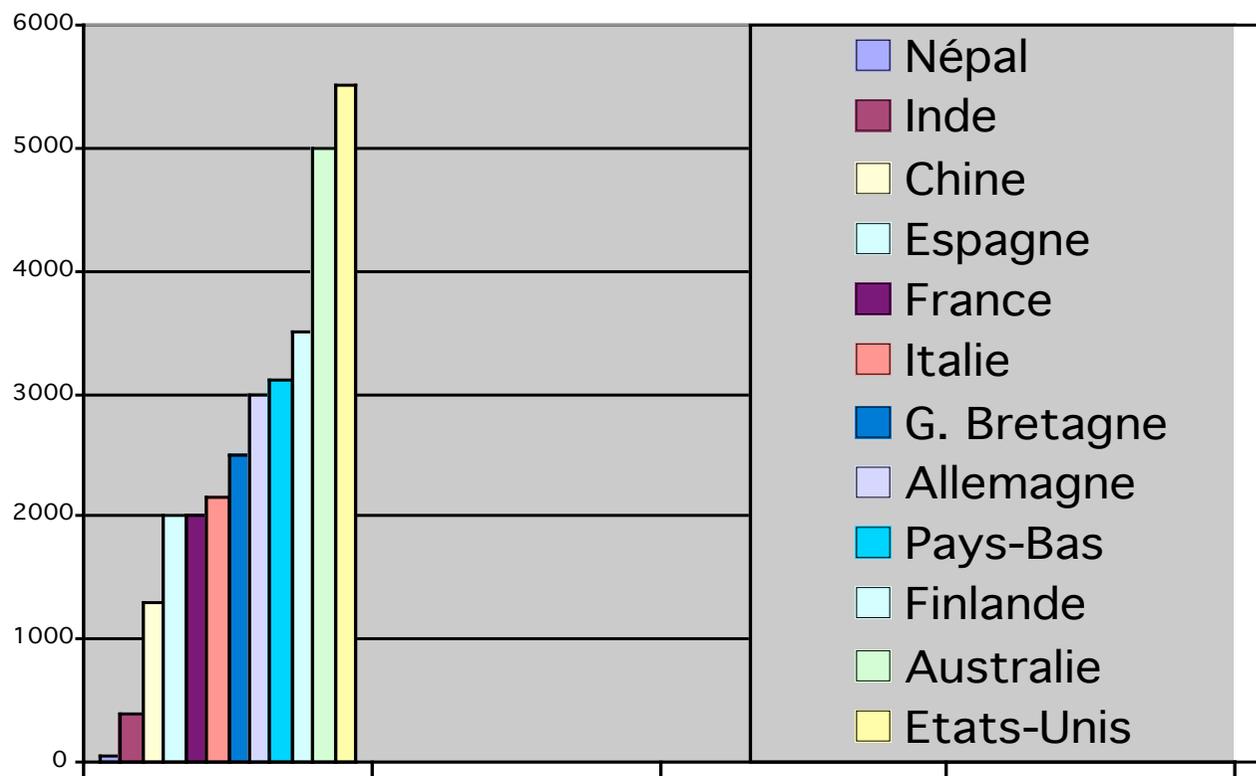


Emission d'équivalent-carbone (en kg par habitant)

Source : d'après United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCEP) Carbon Dioxide, 2000, *Information analysis (CDIAC)*, in « Document Séminaire gouvernemental sur le développement durable », Paris, 28 novembre 2002.

1 kg de C dans 3,7 kg de CO₂ ou 1 kg de CO₂ contient 0,27 kg de C

Près de 30 milliards de tonnes d'équivalent CO₂ sont émis par an, *i.e.* 8 milliards de tonnes de carbone, soit 1,2 tonne par habitant au lieu de 0,5 tonne absorbable par la planète



Réserves de matières premières et ressources

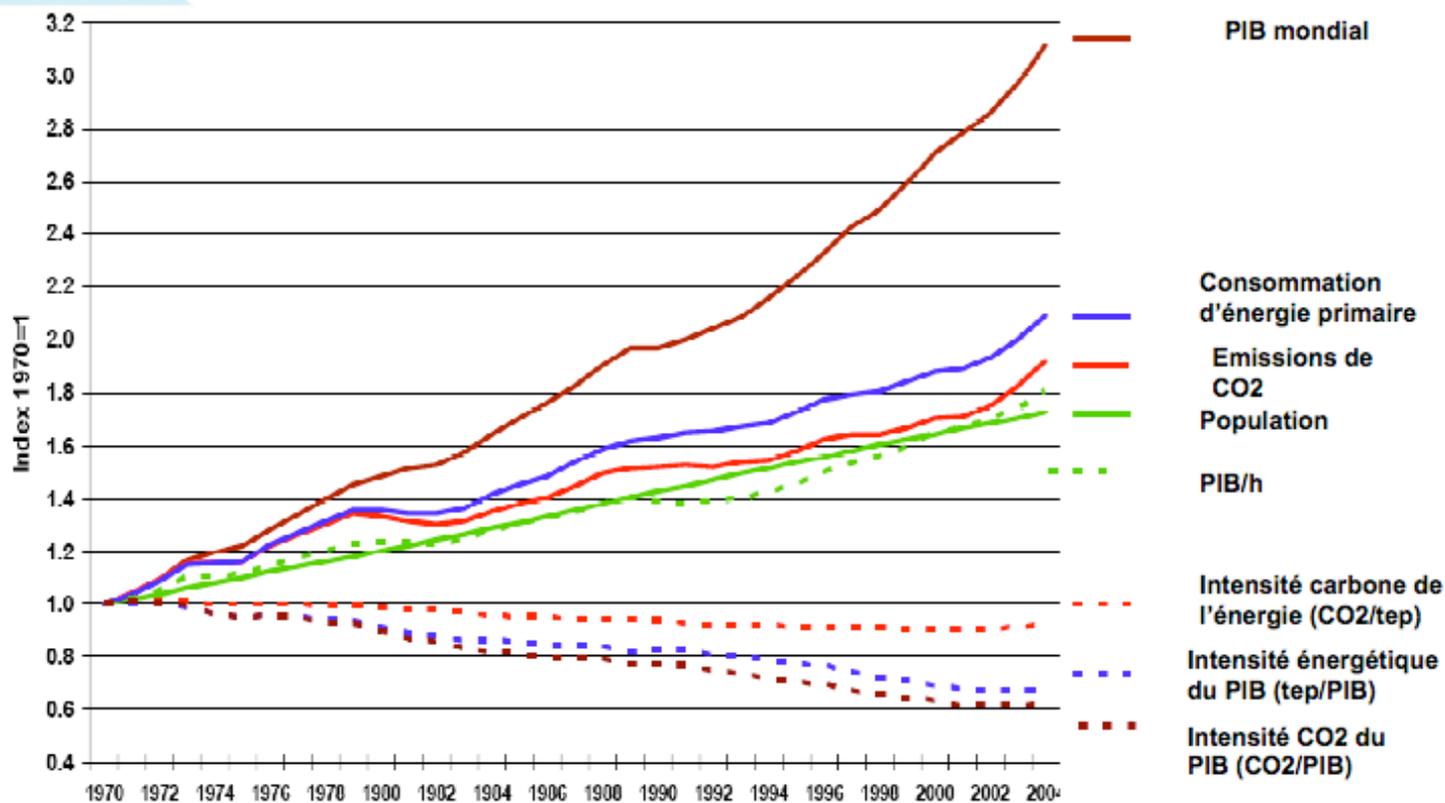
- **Au rythme de consommation actuel :**
- Charbon : deux siècles
- Gaz naturel : 60 ans
- Pétrole : 40 ans
- Uranium : 50 ans
- Eau : la quantité d'eau disponible par habitant va diminuer en moyenne d'un tiers dans les 20 prochaines années et de moitié dans les 40 prochaines années, alors que, d'ores et déjà, 2,4 milliards de personnes ne sont pas raccordées à un réseau d'eau potable et d'assainissement

Empreinte écologique

- Surface nécessaire pour accueillir toutes les activités humaines (agriculture, constructions, infrastructures, déversoirs pour déchets, etc.) ; rapportée à la surface de la Terre susceptible de recevoir ces activités, l'empreinte écologique indique si le seuil d'acceptabilité de la Terre est atteint ou non
- 1, 2, 3, 4, 5, ... Terres ?
- Intensité énergétique : en légère baisse mais compensée par l'accroissement absolu de la production
- Economie de services ? Pas de services sans base matérielle

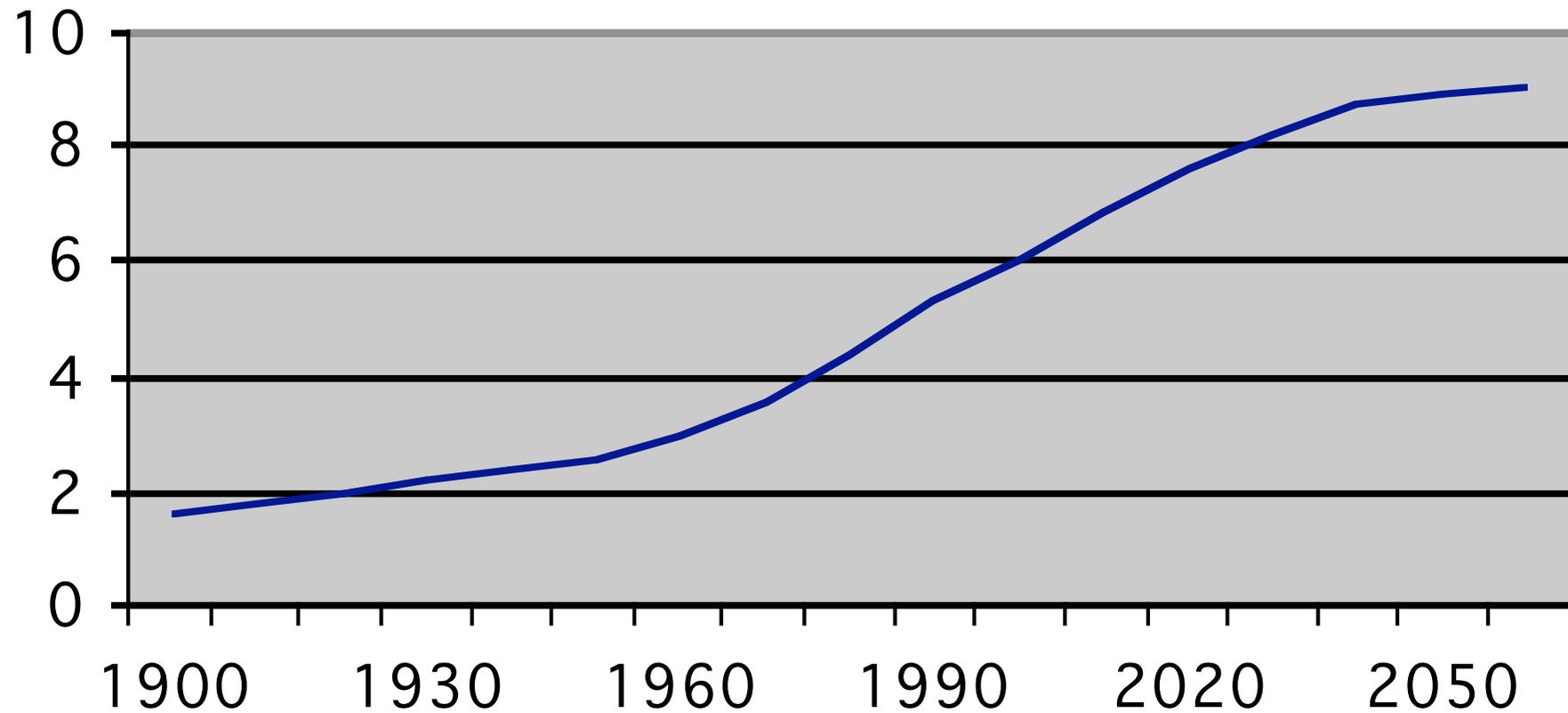
L'intensité du PIB en CO2

« L'intensité CO2 » du PIB mondial a diminué depuis 1970, mais moins vite que la progression du PIB. Les émissions globales, les seules qui comptent pour la durabilité, ont presque doublé ! Plus grave : depuis 2000, l'intensité CO2 du PIB ne diminue plus (centrales à charbon, etc.) et les émissions progressent de 3,5 % par an.



Évolution de la population mondiale

Hypothèse moyenne de croissance de la population mondiale retenue par l'ONU
(en milliards d'habitants)



La thermodynamique

- **Définitions**
 - Système isolé : ne reçoit ni énergie, ni matière
 - Système fermé ou clos : reçoit de l'énergie mais pas de matière
 - Système ouvert : reçoit énergie et matière
- **Principes de la thermodynamique**
 - La quantité d'énergie est constante
 - Elle se dégrade en chaleur irrécupérable (entropie)
- **Quid de la Terre ?**
 - La terre ne reçoit pas de matière mais reçoit de l'énergie solaire qui permet à la matière et à la vie de se restructurer et de se complexifier (Ilya Prigogine et René Passet)
 - Mais cette restructuration-complexification se fait sur une échelle de temps qui n'a rien de commun avec le temps humain
 - Donc l'humanité est contrainte par la rareté des ressources naturelles et l'impossibilité d'un recyclage total (Nicholas Georgescu-Roegen)

L'émergence du concept de soutenabilité

- 1971: Founex ; 1972 : Stockholm ; 1974 : Cocoyoc : écodéveloppement
- 1987 : Rapport Brundtland : « Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. »

Deux aspects de la soutenabilité : social et écologique. Mais hypothèse d'une nécessaire croissance économique perpétuelle :

« Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable. »

- 1988 : Création du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), rapports en 1990, 1995, 2001, 2007
- 1992 : Rio de Janeiro : Agenda 21, Conventions sur le climat, la biodiversité et les forêts
- 1997 : Protocole de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre
- 2002 : Johannesburg : néant
- 2005 : Mise en œuvre du protocole de Kyoto
- 2009 : Échec de la conférence de Copenhague

Soutenabilité faible

On constate « la décumulation des stocks de ressources épuisables ou la dénaturation tout aussi irréversible de certains fonds environnementaux d'un côté, l'accumulation des savoirs et des techniques de l'autre » (p. 14 et 54) [...] On peut donc décider d'une croissance aussi forte que l'on veut (donc d'un prélèvement correspondant sur les stocks de ressources) à condition de disposer d'un niveau de connaissances suffisant pour assurer la pérennité du système. » (p. 54).

Jean-Paul Fitoussi, Éloi Laurent, *La nouvelle écologie politique, Économie et développement humain*, Paris, Seuil, 2008.

Le marché du carbone

- Protocole de Kyoto (1997)

Hypothèse : externalités à réduire en fixant des prix

Objectif : 39 pays (annexe B du protocole) s'engagent à réduire les GES de 5,2% en 2012 par rapport à 1990

- Trois mécanismes :

- Marché de permis d'émission (*European Union Allowances* ou *Emissions Trading System*) : attribution de quotas (*cap and trade*)

- Mécanisme d'application conjointe : Unité de réduction des émissions (URE, *Emission Reduction Unit*)

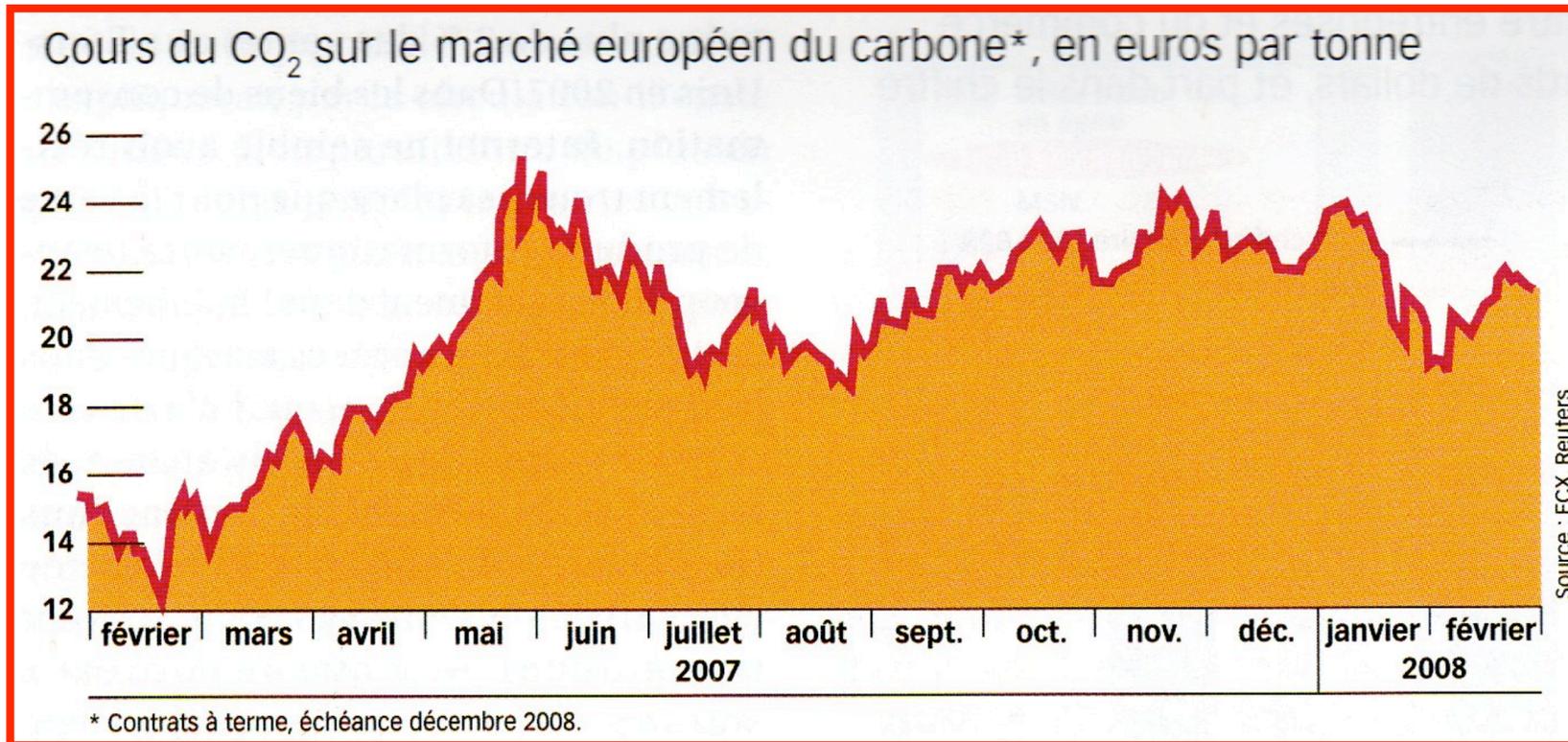
- Mécanisme de développement propre : Unité de réduction certifiée des émissions (URCE, *Certified Emission Reduction*)

Critique

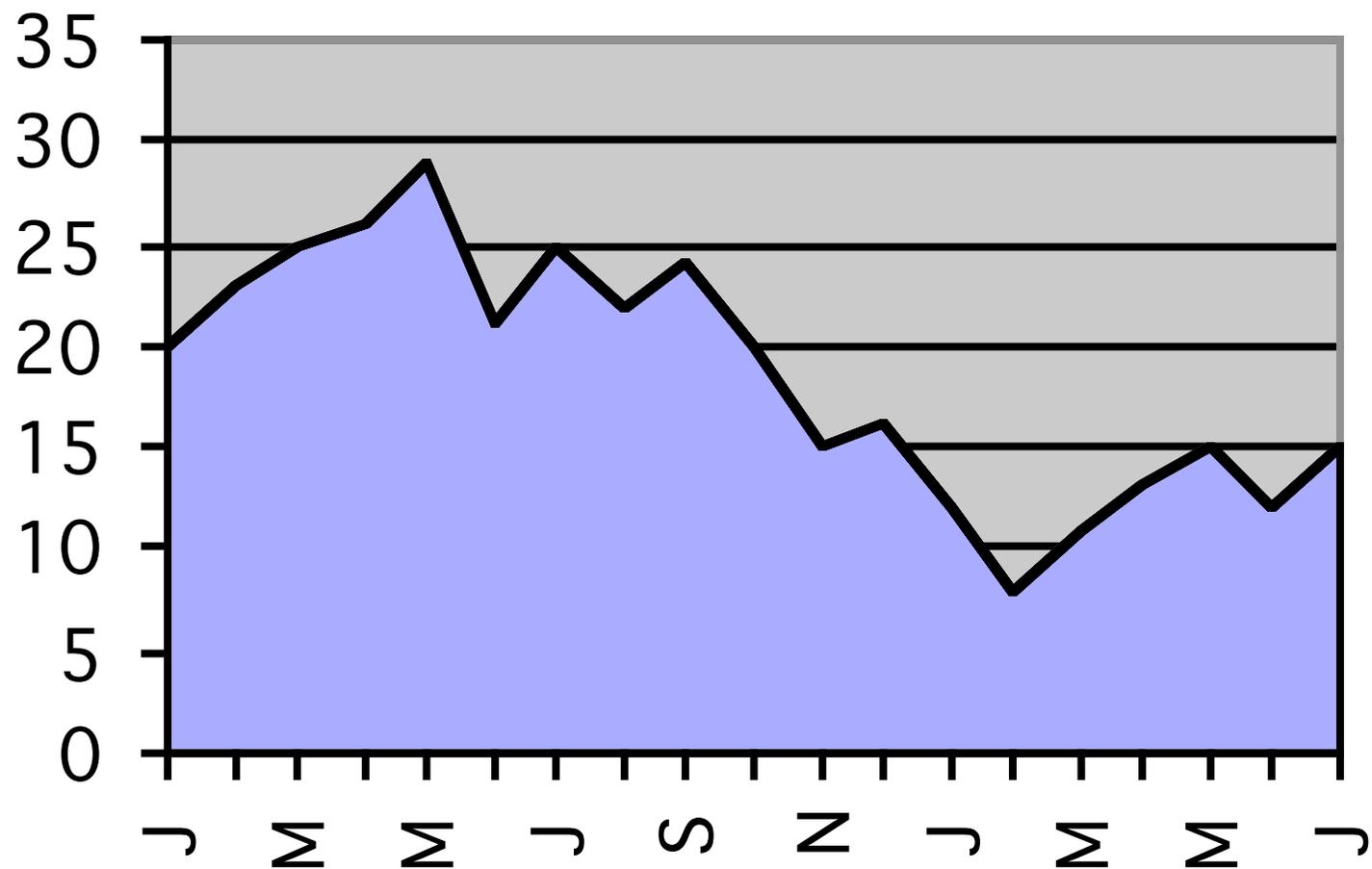
- Attribution gratuite des permis d'émission : d'où profits importants (sidérurgie, pétroliers par le biais des raffineries)
- Additionalité des réductions d'émissions ???
- La Chine, l'Inde, le Brésil et le Mexique captent les 3/4 des projets MDP acceptés par l'ONU
- Risque spéculatif
- Incapacité à produire des normes autres que celle de la rentabilité
- Incertitude radicale qui tient à l'impossibilité d'avoir des mécanismes concurrentiels pour un avenir qui s'étend à l'infini
- Résultat : de 1997 à 2006, + 25,4% de GES

Le marché des permis d'émission

Source : *Alternatives économiques*, Hors-série, n° 77, 3^e trimestre 2008



Évolution du prix de la tonne de CO₂ en euros à la Bourse Bluenext depuis le début de l'année 2008



Émissions de CO2 depuis 1990

- États-Unis : + 18%
- Union européenne : + 0,4%
- Chine : + 153%
- Inde : + 119%
- Brésil : + 69%

Le prix à payer

- Les quotas européens 2008-2012 d'équivalent CO2 représentent 98 % des émissions enregistrées dans les secteurs soumis au Protocole, pendant la période 2005-2008, et environ 40 % du total des GES
- Donc un industriel reçoit gratuitement 98 tonnes de quotas pour 100 tonnes émises. S'il ne modifie pas sa production, il devra acquérir l'équivalent de 2 tonnes. Au prix du marché (17 € la tonne de CO2 en 2009), cela lui coûtera 34 €.
- En moyenne, chaque tonne émise lui coûtera $34 \text{ €} / 100 = 34 \text{ centimes}$ la tonne de CO2.

Les enjeux ratés de Copenhague

(Collectif Urgence climatique et justice sociale)

- Diviser par 2 les émissions de GES d'ici 2050 et donc au moins par 4 dans les pays riches pour éviter l'emballement du climat (> 1,5 à 2 °C)
- Le plan européen prévoit 3x20 (émissions de GES, économies d'énergie, renouvelables), les Etats-Unis ne prévoient qu'une baisse de 7% en 2020, alors que le GIEC demande -40% pour les pays riches
- Intégration des pays du Sud dans la régulation du climat
- Régulation mondiale sous peine d'inefficacité
- Puits de carbone ? Forêts, terre, agriculture ?
- Signature d'un protocole faisant suite à celui de Kyoto ou simple déclaration d'intention imprécise ?

Encadrement de la régulation du climat

- Normes de qualité de la production, d'efficacité et sobriété énergétiques ; relocalisation
- Libre circulation des connaissances et des techniques
- Taxes globales sur les transactions financières, les profits consolidés des multinationales, la consommation énergétique.
- Abandon des mécanismes de flexibilité MOC et MDP.
- S'il y a temporairement des marchés des droits d'émission, encadrement strict de ces marchés, avec l'objectif global de réduction de 40% des émissions, le paiement des droits pour toutes les entreprises soumises à ces objectifs, un prix plancher pour la tonne carbone et la non-conversion de ces droits sur des marchés étrangers.
- Interdiction des marchés dérivés du carbone.
- Refus d'inclure l'agriculture, la forêt et la terre dans le marché du carbone.
- Création d'un Fonds mondial pour le climat sous l'égide de l'ONU

Derrière la question du climat...

- Mode de développement, finalités du travail
- Dépassement du capitalisme
- Justice sociale aujourd'hui et demain : partage des richesses
- Migrations « climatiques »
- Rapports de forces géo-politiques

Les réponses ?

1. Capitalisme vert : contradictions

- illimitation du capitalisme, substituabilité des ressources
- capitalisme vert à condition de relever encore le taux de plus-value pour compenser le renchérissement des investissements (ex. de la taxe carbone qui n'est acceptée par le patronat que si les cotisations sociales diminuent en proportion)

2. Voie officielle du développement durable

Variante de la précédente

3. La décroissance et le refus du développement

Problèmes des transitions, des types de production à faire croître et décroître, du PIB dont l'amélioration de la qualité peut conduire à son accroissement

4. Le développement radicalement redéfini :

Transitions, démarchandisation, besoins sociaux, RTT

Conclusion

Le prix des choses et les choses de prix

(dans J.M. Harribey, *Raconte-moi la crise*,
Le Bord de l'eau, 2009, p. 133-138)

Annexes

Contribution de chaque GES d'origine humaine

sachant que 72% des GES sont constitués de vapeur d'eau

(Avant la révolution industrielle, nombre molécules de CO₂ : 280 ppm

Aujourd'hui : 385,2 ppm)

- CO₂ : 55% (dioxyde de carbone)
- CH₄ : 15% (méthane)
- Halocarbures : 10%
- O₃ : 10% (ozone troposphérique)
- N₂O : 5% (protoxyde d'azote)

Durée de séjour dans l'atmosphère

- Gaz carbonique (CO₂) : 100 ans
- Méthane (CH₄) : 12 ans
- Protoxyde d'azote (N₂O) : 120 ans
- Halocarbures (C_nH_{al}p) : 50 000 ans

Pouvoir de réchauffement global relatif au CO₂ à 100 ans

(puissance relative qu'une unité de gaz renvoie sur le sol cumulée sur 100 ans)

- Gaz carbonique : 1
- Méthane : 25
- Protoxyde d'azote : 298
- Perfluorocarbures : 7 400 à 12 200
- Hydrofluorocarbures : 120 à 14 800
- Hexafluorure de soufre : 22 800